

PREMIER ANNIVERSAIRE DU QUINQUENNAT DU PRÉSIDENT FAURE GNASSINGBÉ

La PA Yawa Tsègan mesure avec satisfaction l'efficacité du parcours

P.3



LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET LE DJIHADISME DANS LE SAHEL



Le Chef de l'Etat réaffirme le rôle du premier plan du Togo

P.3

QUARANTIÈME JOUR DU RAPPEL A DIEU DE FOUSSENA DJAGBA

Henry Djağa : P.2
« Je demande pardon à tous ceux, que ma sœur a offensés au cours de sa vie et dans ses activités politiques »



Le 23 mars dernier, aussi bien le monde politique que sportif perdaient une des actrices les plus actives. Foussena Djağa comme c'est d'elle qu'il s'agit a tiré sa révérence à Accra, loin de sa terre natale. A l'annonce de la triste nouvelle, les acteurs politiques ainsi que de la société civile n'ont pas hésité...

DÉPENSES LIÉES AU COVID-19

L'aide publique au développement a atteint son plus haut niveau

P.6

Selon les données préliminaires collectées par l'OCDE, l'aide extérieure consentie par les donateurs publics, dopée par les dépenses additionnelles mobilisées en vue d'aider les pays en développement à faire face à la crise du COVID-19, a atteint son plus haut niveau en 2020, soit 161.2 milliards USD, ce qui représente une hausse de 3.5 % en termes réels par rapport à 2019.

Trafic d'ivoire : 7 personnes arrêtées et déferées

Les trafiquants d'ivoire continuent d'utiliser tous les moyens illégaux pour décimer les éléphants malgré les sensibilisations et les textes juridiques sur la protection des espèces en voie d'extinction. En effet, les agents de l'Office Central de Répression du Trafic Illicite des Drogues et de Blanchiment (OCRTIDB) et du Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières (MERF) en collaboration avec EAGLE-Togo, ont arrêté mercredi 14 avril 2021 à Lomé, trois présumés trafiquants en possession de six défenses d'éléphants. Une autre opération d'arrestation des trafiquants d'ivoire a été réalisée à Kara par les agents de la Brigade de Recherche et d'Investigation (BRI) et du MERF toujours avec la collaboration d'EAGLE-Togo. Au cours de cette opération de Kara, quatre présumés trafiquants opérants dans le commerce illégal de l'ivoire ont aussi été interpellés le vendredi 23 avril 2021 en possession de quatre défenses d'éléphants.



Sept trafiquants spécialisés dans le trafic et la vente d'ivoire ont été arrêtés en flagrant délit de détention de défenses d'éléphants à la fois à Lomé et à Kara. Les ivoires saisies proviendraient essentiellement de certains pays voisins du Togo. Ceci dû à la porosité des frontières terrestres, avantageant du coup les criminels fauniques.

En effet, ces hommes appartiennent à un réseau international de trafic d'ivoire avec

des connexions au Bénin et au Burkina Faso. A chaque personne, une tâche particulière. Chacun des sept présumés trafiquants interpellés a joué un rôle important dans l'achat et le convoyage des défenses d'éléphants à Lomé et à Kara.

Sur les sept présumés trafiquants, il y avait trois qui sont passés par les frontières du Bénin et du Togo pour se rendre à Kara avec quatre défenses d'éléphants et un qui est

passé par la frontière du Burkina Faso pour se rendre à Lomé avec six défenses d'éléphants. C'est donc un groupe organisé de trafiquants d'ivoire au sein duquel, il y a des démarcheurs qui sont chargés de faire passer les produits par les frontières.

Arrêtés pour flagrant délit de détention, de circulation et de la commercialisation illégale de produits fauniques à Lomé, les nommés BOUKARI Alassani, IDRIS Ali et

TAMPALI Mamadou ont d'abord été placés en garde à vue avant d'être déferés le 20 avril 2021, à la prison civile de Lomé. Ils ont été présentés au procureur et ont reconnu les faits avant d'être déferés.

YOA Djima Didier, BADJASSAN Dissirama, YOKOSSI Denis, BADJASSAN Dimilina, ont pour ce qui les concerne, reconnu qu'ils ont fait venir les ivoires du nord du Bénin voisin et que ces quatre défenses d'éléphants appartiennent à un chasseur. Les quatre présumés trafiquants ont été d'abord conduits à la BRI et mis en garde à vue. Ils ont été auditionnés par la suite avant d'être présentés au procureur puis déferés le 26 avril 2021 à la prison civile de Kara. Les sept présumés déferés encourrent une peine de prison allant d'un à cinq ans et d'une amende d'un million à 50 millions de Francs CFA.

Les présumés trafiquants de Lomé comme Kara ont été pris en pleine négociation de vente de défenses d'éléphants en provenance du Burkina Faso et du Bénin. A Lomé, ils ont dissimulées les défenses d'éléphants dans un grand sachet plastique et un pagne, puis le tout bien emballé dans un sac. Des perquisitions aux domiciles des prévenus à Casablanca et à Agoè n'ont permis d'avoir aucun autre objet ou pointe d'ivoire. Dans leurs déclarations, les présumés trafiquants ont reconnu les faits qui leurs ont été reprochés. A Kara, les présumés trafiquants ont emballé les défenses d'éléphants dans un sac à céréales qu'ils ont soigneusement mis dans

un autre grand sac à dos.

Pourtant, le nouveau code pénal dans son volet environnement renforce la protection de la faune et la flore. L'article 761 de ce code dispose : « La destruction et la commercialisation, directe ou indirecte, sans droit d'espèces animales ou végétales protégées en vertu des dispositions législatives et réglementaires en vigueur et des conventions internationales auxquelles la République du Togo est partie est punie d'une peine d'un à cinq ans d'emprisonnement et d'une amende d'un million à cinquante millions sans préjudice de toute autre disposition du présent code ».

Et, l'article 796 de ce même code d'ajouter : « Quiconque fait circuler, vend, importe, exporte ou fait transiter le animaux sauvages, vivants, des trophées sans autorisation est puni d'une peine d'emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de cent mille à cinq cent mille francs CFA ou de l'une de ces deux peines »

Rappelons que le commerce international de l'ivoire est déclaré illégal depuis 1989, mais les populations d'éléphants d'Afrique continuent de décroître. Deux grands facteurs sont considérés comme étant la cause de cette baisse drastique de l'effectif des éléphants : d'une part, l'accroissement du braconnage lié à la forte demande internationale de l'ivoire et d'autre part, l'exploitation abusive des ressources naturelles nécessaires aux éléphants du fait de l'agriculture industrielle et des occupations anarchiques de leur habitat. (EAGLE-Togo)

QUARANTIÈME JOUR DU RAPPEL A DIEU DE FOUSSENA DJAGBA

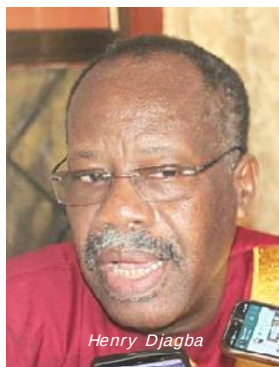
Henry Djagba : « Je demande pardon à tous ceux, que ma sœur a offensés au cours de sa vie et dans ses activités politique »

Le 23 mars dernier, aussi bien le monde politique que sportif perdaient une des actrices les plus actives. Foussena Djagba comme c'est d'elle qu'il s'agit a tiré sa révérence à Accra, loin de sa terre natale.

A l'annonce de la triste nouvelle, les acteurs politiques ainsi que de la société civile n'ont pas hésité à lui rendre hommage et à témoigner de la grandeur de la femme qu'elle a été.

Quarante jours après cette tragique disparition, l'aîné de la famille Djagba revient sur la vie de sa petite sœur, qui au-delà de la politique a inscrit en lettre d'or dans les annales du football togolais. C'était au cours de la cérémonie du quarantième jour organisée à Lomé pour le repos de son âme.

« Nous avons déploré cette perte. Mais tout ce que Dieu fait est bon. Nous nous sommes



rendus à l'évidence qu'elle a beaucoup contribué, à l'évolution des Sports au Togo et dans le monde entier. Notre souhait est que ses œuvres soient pérennisées », a indiqué Henri Djagba.

Pour lui, au-delà de ses pri-



ses de positions politiques, la défunte Foussena Djagba a été une promotrice de la paix.

« Nous allons toujours nous souvenir d'elle. Tout ce qu'il a accompli de positif et de négatif », a-t-il déclaré avant de marteler que : « Je profite de l'occa-

sion pour demander pardon à tous ceux, que ma sœur a offensés au cours de sa vie et dans ses activités politique ».

« La seule leçon que nous pouvons tirer est d'être à l'écoute de l'opinion, savoir que nous faisons partie d'une société et que

cette société voudrait que chacun aille de l'avant », a-t-il conclu.

Pour rappel, la défunte Foussena Djagba s'est installée depuis quelques années à Accra où elle mène ses activités.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET LE DJIHADISME DANS LE SAHEL

Le Chef de l'Etat réaffirme le rôle du premier plan du Togo

La Togo ne fait pas dans la démesure et mérite plus que jamais son surnom de pays leader dans la lutte contre le terrorisme et le djihadisme dans le Sahel. Une évidence si l'on s'en tient aux anticipations politiques et militaires traduits en acte comme l'on peut le constater lors de la parade militaire de la célébration du 61^{ème}

matière de sécurité sont réellement traduit en acte. L'on a pu également constater l'acquisition du matériel, armement et équipement militaire de combat neuf.

Alors que le continent a connu l'an passé une contraction de 2% de son économie, les dépenses militaires ont, elles, augmenté de plus de 5%

rapport pointe toutefois de fortes augmentations l'an passé : +31% au Tchad, +23% en Mauritanie et +22% au Mali. Mais le pays d'Afrique francophone qui débourse le plus d'argent dans le domaine, c'est la Côte d'Ivoire avec un peu plus de 500 millions d'euros dépensés l'an dernier.

Toutefois, ces chiffres ne



anniversaire de l'accession du Togo à la souveraineté nationale. L'impressionnante parade militaire est non seulement une parfaite illustration de cette indépendance entretenue et exprimée par les forces de l'ordre et de sécurité, mais également un engagement à préserver la paix nationale et contribuer aux côtés des autres pays africains où cette paix est menacée. Tous ces aspects montrent à l'évidence que les engagements du chef de l'Etat en

passant à plus de 43 milliards de dollars soit près de 36 milliards d'euros.

En tête du classement régional, on trouve l'Afrique du Nord. Avec 8 milliards d'euros, l'Algérie reste et de très loin le pays du continent qui a dépensé le plus en la matière. Viennent ensuite le Maroc avec près de 4 milliards d'euros déboursés puis l'Afrique du Sud et ses 2,5 milliards.

Si les pays sahéliens dépensent beaucoup moins, le

reflètent sans doute qu'une partie de la réalité car l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm qui a publié ce rapport ne travaille qu'en source ouverte. Or, certains États peuvent avoir tendance à minimiser leurs dépenses militaires. Alors que pour d'autres comme la Libye, le Soudan du Sud et l'Érythrée, aucune donnée n'est disponible.

Le Togo souhaite consacrer à la défense dans le cadre de son plan de modernisation



d'énormes moyens pour l'acquisition de nouveaux armements et équipements. Le Togo est devenu l'allié sûr dans cette lutte asymétrique.

La paix, une condition sine qua non pour le développement

Le Togo a toujours été une terre d'hospitalité où la sérénité règne en maître absolu. Cette quiétude doit être maintenue pour accélérer le développement. Entre autres idées mûries pour la préserver, il y a le renforcement des dispositifs pour faire face aux nouvelles menaces sécuritaires dans la sous-région ; l'accroissement des capacités et moyens d'actions des forces de défense et de sécurité ; la lutte contre la piraterie maritime ; le développement accru d'une vigilance citoyenne, des relations harmonieuses et de confiance entre les populations et les forces de l'ordre ; le renforcement de la sécurité de l'écosystème digital.

Selon le classement annuel 2020 de l'Institut International de recherche sur la paix de Stockholm sur les dépenses

militaires, le Togo se retrouve à la 31^{ème} place avec un total des dépenses estimées à près de 63 milliards de FCFA.

Les dépenses vont augmenter selon un expert

L'insécurité dans la région du Sahel amène les gouvernements à investir dans l'armement pour sécuriser les efforts de développement. Une tendance qui se généralise.

Les dépenses militaires du Sénégal ont par exemple approché les 2% du PIB selon le Général Babacar Gaye, consultant international et ex-chef d'état-major des armées du Sénégal. Selon lui, « il est clair que les retards qui ont été enregistrés dans le domaine de la défense font qu'il faudra malheureusement poursuivre dans la hausse des dépenses de défense pour créer une suffisance en matière de sécurité et de défense sans laquelle les investissements dans les autres domaines ne sont pas garantis ».

Adam

PREMIER ANNIVERSAIRE DU QUINQUENNAT DU PRÉSIDENT FAURE GNASSINGBÉ

La PA Yawa Tsègan mesure avec satisfecit l'efficacité du parcours

La date du 03 mai représente un fait marquant dans la vie sociopolitique du Togo.

En effet, c'est le 03 mai 2020 qu'a eu lieu la cérémonie d'investiture et de prestation de serment du président Faure Gnassingbé, plébiscité lors du scrutin présidentiel du 22 février 2020 pour un nouveau quinquennat. Pour marquer l'événement, les responsables du parti Union pour la République (UNIR) ont demandé des messes d'action de grâce célébrées le dimanche 02 mai 2020 et une prière musulmane le vendredi 31 mai à Lomé.

Dans un post sur son compte Facebook, la Présidente de l'Assemblée Nationale Tsègan Yawa Djigbodi a fait remarquer que c'est un quinquennat en faveur de la

paix et de la sécurité, du développement durable et de l'inclusion sociale, de la promotion des femmes et des jeunes.

Président du Parti Union pour la République UNIR, Faure Gnassingbé était le grand vainqueur de l'élection présidentielle du 22 février 2020 avec un score de plus de 70% des suffrages exprimés.

« Nous avons rendu grâce à Dieu pour la vie du Président de la République et celle de tous les Togolais et imploré sa protection et sa grâce sur notre pays le Togo », a écrit la présidente de l'Assemblée nationale et cadre d'UNIR Yawa Tsègan sur sa page Facebook.

« Un quinquennat en faveur de la paix et de la sécurité, du développement durable et de l'inclusion sociale, de la promotion des femmes et des jeunes a-t-elle poursuivit.



C'est le lieu de maintenir le curseur sur ces axes prioritaires autour duquel s'articule le nouveau quinquennat du chef de l'Etat.

La paix, une condition sine qua non pour le développement

Le Togo a toujours été une terre d'hospitalité où la sérénité règne en maître absolu. Cette quiétude doit être maintenue pour accélérer le développement. Entre autres idées mûries pour la préserver, il y a le renforcement des dispositifs pour faire face aux nouvel-

les menaces sécuritaires dans la sous-région ; l'accroissement des capacités et moyens d'actions des forces de défense et de sécurité ; la lutte contre la piraterie maritime ; le développement accru d'une vigilance citoyenne, des relations harmonieuses et de confiance entre les populations et les forces de l'ordre ; le renforcement de la sécurité de l'écosystème digital.

Une meilleure gouvernance, c'est celle qui est concertée

Justement, les citoyens seront davantage impliqués dans la gestion du pays en tant qu'acteurs de développement à la base. Les actions promises sont le parachèvement de l'architecture institutionnelle prévue par la Constitution avec

Suite à la page 4

PREMIER ANNIVERSAIRE DU QUINQUENNAT DU PRÉSIDENT FAURE GNASSINGBÉ

La PA Yawa Tsegan mesure avec satisfecit l'efficacité du parcours

Suite de la page 3

l'élection et l'installation rapide des conseils régionaux et du Sénat ; l'instauration de mécanismes et de cadres de dialogue et de concertation sur les priorités et objectifs de développement ou des questions spécifiques d'intérêt national ; la mise en place d'un dispositif annuel et participatif d'évaluation de l'action publique à travers un forum national citoyen.

La gouvernance partagée promise par le chef de l'Etat passera par un partenariat Etat-communes sur des projets à mettre en œuvre et budgétisés par le gouvernement. Chaque commune sera dotée d'un plan de développement qui sera exécuté par les jeunes et femmes entrepreneurs locaux. Viennent ensuite le renforcement de la participation et du contrôle citoyen de l'action publique ; la poursuite de la modernisation de l'administration publique autour des valeurs de redevabilité et d'efficacité avec un renforcement des effectifs de 25 000 agents supplémentaires sur les 05 années à venir, etc.

La création de richesse, le partage de prospérité

A elle seule, l'agriculture contribue à 40% à la formation du Produit intérieur brut (PIB). Elle est une opportunité de croissance économique, de développement et de progrès social. Pour la moderniser, Faure Gnassingbé a fait la promesse de développer les infrastructures rurales. Il est prévu l'extension du Mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage de risques (Mifa) à de nouvelles filières porteuses afin de réduire la pénibilité du secteur ; faciliter l'accès des acteurs aux financements, à l'assurance maladie et à la protection sociale ; la réduction des coûts et la disponibilité des engrais ; la réduction des taxes et droits fiscaux sur les matériels agricoles ; la création de 400 Zones d'aménagements agricoles planifiées (Zaap) comportant des retenues d'eau.

Il y a en outre la poursuite du programme de construction d'une agropole par région ; l'aménagement de 10 000 ha d'irrigation goutte à goutte en faveur de 400 000 jeunes entrepreneurs agricoles et l'installation de 1 000 entreprises de mécanisation agricole ; l'accompagnement de la création d'au moins 2 000 entreprises agricoles par an et l'organisation de 50 000 femmes dans les opérations de transformation, conditionnement et commercialisation des produits ; la mise en place des installations

frigorifiques adaptées à l'aéroport et au port de Lomé afin de faciliter la conservation, le transport et l'exportation des produits agricoles et halieutiques togolais.

Un accès facile aux marchés et au commerce

Une chose est de produire, une autre est d'écouler les produits. L'autoroute de l'unité (Lomé-Cinkassé) sera construite et la voie Avepozo-Aneho sera modernisée sans oublier la construction d'une plateforme multi-services à Adakpamé et d'un port sec à Cinkassé pour décongestionner le port de Lomé ; la poursuite de la construction des voies transversales pour faciliter l'accès des acteurs économiques aux marchés (Lomé-Vogan, Lomé-Kpalimé, Notsé-Agou, Aouda-Kara, Sarakawa-Kanté, le contournement de Sokodé) ; la construction et la réhabilitation des voiries urbaines (Tsévié, Kpalimé, Atakpamé, Sokodé, Bassar, Mango) ; la construction de 4 000 km de pistes rurales. Au moins, 1 000 milliards de francs CFA seront déboursés à ces fins.

L'industrialisation, gage de croissance économique

Le pays mise sur une stratégie industrielle et sectorielle structurée afin de multiplier les opportunités de création de richesse, d'emplois décents et durables pour les jeunes. Elle englobe le développement d'un programme de parcs industriels ; de l'agro-industrie au sein des agropoles ; la poursuite du développement de l'industrie minière ; la relance de l'industrie touristique d'affaires et de loisirs ; la promotion de 4 000 entreprises artisanales ; le développement d'une industrie du divertissement.

Le secteur privé au cœur des privilèges

Les acteurs du secteur privé illuminent l'économie nationale. Par conséquent, des mesures spécifiques seront prises pour répondre avec promptitude à leurs sollicitations. Il sera par exemple question d'opérationnaliser complètement l'Agence de promotion des investissements et de la zone franche (Api-ZF), de déployer le dispositif « E-justice » pour sécuriser les investissements ; de mettre en place le cadastre numérique ainsi qu'une politique de promotion de l'actionnariat local en réservant au moins 20% de participations dans tous les projets développés en partenariat public-privé ; optimiser l'initiative présidentielle de réservation de quota de 25% de marchés publics

aux jeunes et femmes entrepreneurs ; revaloriser les pensions de retraite et des salaires des agents du secteur privé, etc.

Des services sociaux de base et de qualité pour tous

En plus des programmes existants, des services publics intégrés (écoles, centres de santé, mairies, etc.) seront déployés dans chaque communauté pour permettre à la population d'avoir accès à l'eau, à l'électricité et à l'internet. L'objectif est d'atteindre un

taux d'électrification de 75% en 2025 et 100% en 2030 en intégrant l'accès de 300 000 foyers à l'énergie via le programme Cizo ; l'installation de 120 000 lampadaires solaires dans les zones rurales, etc. Les programmes de construction de mini adductions d'eau potable et d'hydraulique villageoise seront poursuivis afin d'atteindre un taux de desserte moyen d'au moins 70% en milieu urbain ou rural. En matière d'assainissement, des latrines seront construites au sein des services publics intégrés. Le domaine du numérique ne sera pas en marge de cette évolution. Il est prévu l'extension du très haut débit en déployant la fibre optique dans les préfectures, lycées et centres de santé publics avec pour ambition de faire du Togo, un pays 100% fibre optique, à l'horizon 2025. Toutes les villes principales seront couvertes par la 4G.



taux d'électrification de 75% en 2025 et 100% en 2030 en intégrant l'accès de 300 000 foyers à l'énergie via le programme Cizo ; l'installation de 120 000 lampadaires solaires dans les zones rurales, etc. Les programmes de construction de mini adductions d'eau potable et d'hydraulique villageoise seront poursuivis afin d'atteindre un taux de desserte moyen d'au moins 70% en milieu urbain ou rural. En matière d'assainissement, des latrines seront construites au sein des services publics intégrés. Le domaine du numérique ne sera pas en marge de cette évolution. Il est prévu l'extension du très haut débit en déployant la fibre optique dans les préfectures, lycées et centres de santé publics avec pour ambition de faire du Togo, un pays 100% fibre optique, à l'horizon 2025. Toutes les villes principales seront couvertes par la 4G.

Plus aucun Togolais ne sera vulnérable

En matière de réduction de la vulnérabilité des populations, les filets de protection sociale seront intensifiés en triplant la cible actuelle des transferts monétaires. Le nouvel agenda mentionne l'élargis-

sième âge, aux malades et aux handicapés, etc.

La santé n'a pas de prix

Les autorités ne rament pas contre-courant de cette réalité. L'assurance maladie sera étendue à tous les Togolais, permettant de réduire de plus de 80% la part du coût des soins de santé supportés par les ménages. Seront aussi effectifs le renforcement du dépistage et du traitement des maladies non transmissibles ; la modernisation des CHR avec la réhabilitation des infrastructures, l'acquisition et le déploiement de nouveaux équipements et matériels, y compris un scanner au sein de chaque structure ; la construction et l'équipement de 06 centres de santé mère-enfant sur l'étendue du territoire ; le doublement du nombre d'accoucheuses auxiliaires d'Etat ; la construction de 100 centres médicaux sociaux et la réhabilitation des centres de santé communautaires existants ; la poursuite et l'extension du programme de mise en place de cliniques mobiles ; la construction et l'équipement d'un centre de lutte contre le cancer ; l'introduction du vaccin contre l'hépatite B et du cancer de l'utérus dans le pro-

gramme élargi de vaccination...

L'éducation, socle de développement

Les jeunes et femmes forment majoritairement le capital humain au Togo. Ils sont les principaux bénéficiaires des initiatives qui seront prises dans le secteur éducatif notamment la construction de 03 collèges universitaires dans les régions des Savanes, centrale et Plateaux ; la poursuite de la création des Instituts de formation en alternance pour

le développement (Ifad) ; la mise en place des structures d'apprentissage et de formation pratique et professionnelle dans chaque préfecture avec un cursus ou des offres d'enseignement en lien avec les besoins du marché du travail ; la construction de plus de 25 000 salles de classes ; l'amélioration de l'attractivité du métier d'enseignant, de formateur et d'éducateur ; la réforme de l'enseignement supérieur par le développement des filières porteuses sur le marché du travail et le renforcement des filières à haute valeur ajoutée (logistique, ingénierie portuaire, environnement, technologie et informatique), etc.

Se référant à toutes ces actions de grande envergure susmentionnées et dont la liste est non exhaustive, on peut conclure sans risque de se tromper que le Togo est promis à un bel avenir. Le programme, tel que présenté et mis en œuvre progressivement, ne souffre d'aucune faiblesse, encore moins de manques. Il embrasse tous les domaines ou secteurs d'activités et représente à lui seul, la garantie d'un lendemain meilleur.

NOURRIR L'AFRIQUE: LEADERSHIP POUR INTENSIFIER LES INNOVATIONS RÉUSSIES

Les banques de développement et des institutions annoncent des financements de 17 milliards d'USD pour accroître la sécurité alimentaire en Afrique

Une coalition de banques multilatérales de développement et de partenaires de développement ont annoncé, ce vendredi, au cours d'un forum de haut niveau, des investissements de plus de 17 milliards d'USD, afin de lutter contre la progression de la faim sur le continent africain et de renforcer la sécurité alimentaire.

Ces financements ont été annoncés à l'issue d'un dialogue de haut niveau de deux jours, intitulé *Nourrir l'Afrique: leadership pour intensifier les innovations réussies*. Cet événement a été organisé par la Banque africaine de développement et le Fonds international de développement agricole des Nations Unies (FIDA), en partenariat avec le Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA) et l'Organisation du Système CGIAR, les 29 et 30 avril.

De plus, 17 chefs d'État africains se sont officiellement engagés à augmenter la production agricole en doublant les niveaux de productivité actuels grâce au déploiement à grande échelle des technologies agricoles, aux investissements en faveur de l'accès aux marchés et à la promotion de la recherche-développement dans le secteur agricole.

Les différentes parties ont adopté un communiqué indiquant ces engagements à la clôture de l'événement.

Sur le montant total de financements indiqué, la Banque africaine de développement (BAfD) a annoncé une enveloppe de plus de 10 milliards d'USD. Elle s'est engagée à investir 1,57 milliard d'USD dans le développement prioritaire de dix produits de base sélectionnés au cours des cinq prochaines années. Cela aidera les pays à atteindre l'autosuffisance. Elle affectera également 8,83 milliards d'USD pour consolider ces filières de produits de base au cours des cinq prochaines années. Ils financeront notamment des programmes visant à ouvrir des débouchés pour les jeunes – en particulier les jeunes femmes.

Le Président de la Banque africaine de développement, Akinwumi A. Adesina, a déclaré : « Créons dès aujourd'hui un partenariat plus solide et à plus grande échelle pour mettre les technologies et les innovations au service de centaines de millions d'exploitantes et d'exploitants agricoles ».

Le FIDA a fait savoir qu'il comptait mobiliser 1,5 milliard d'USD supplémentaires en faveur de l'Afrique, afin d'appuyer les mesures prises par les pouvoirs publics pour transformer les systèmes alimentaires et agricoles au cours des trois prochaines années. Il investira aussi davantage dans la création des conditions nécessaires à l'accroissement de la productivité agricole. L'institution appuie la constitution d'une réserve croissante d'investissements visant à restaurer les terres, à créer des emplois et à renforcer la résilience face aux changements climatiques au Sahel. Le but est de contribuer aux objectifs de l'initiative Grande Muraille verte et de créer 10 millions d'emplois dans la région d'ici à 2030.

« Nous saluons l'engagement des dirigeants africains à accroître la productivité agricole et à améliorer la sécurité alimentaire de millions d'Africains et d'Africaines », a déclaré le Président du FIDA, Gilbert F. Houngbo. « Grâce à la modernisation du secteur agricole africain, les petits exploitants seront plus à même de produire des aliments plus abordables pour les consommateurs et de garantir des moyens d'existence décents à des millions de jeunes participant à la transformation, au stockage et à la commercialisation des aliments. »

La Banque arabe pour le développement économique en Afrique s'est engagée à investir un montant maximal de 1,5 milliard d'USD dans le secteur agricole au cours de la période 2020-2024. Le Groupe de la Banque islamique de développement a indiqué, quant à lui, qu'il affecterait 3,5 milliards d'USD au développement du secteur agricole en Afrique au cours des trois prochaines années. Ces investissements viseront à favoriser le développement des filières, aussi bien pour les cultures vivrières que les cultures de rente.

Se joignant à la coalition de partenaires de développement, la Bill and Melinda Gates Foundation a déclaré dans un geste de solidarité supplémentaires qu'elle investirait 652 millions d'USD au cours

des trois prochaines années. Ces financements viendront appuyer des initiatives de recherche-développement menées dans le domaine agricole en Afrique. L'objectif est de promouvoir l'avancement de 300 millions d'exploitantes et d'exploitants agricoles grâce à une série d'innovations.

Le Président sénégalais, Macky Sall, a résumé les interventions des chefs d'État africains ce jeudi en articulant une liste d'actions en sept points :

- Accélérer la production agricole en déployant les technologies à grande échelle
- Accroître les investissements dans la recherche-développement
- Optimiser les technologies
- Améliorer le langage des affaires dans le secteur agricole pour favoriser l'ouverture au monde
- Appuyer l'accès aux marchés et la mise en place d'infrastructures et d'équipements de base
- Investir dans de nouvelles entreprises en vue de la transformation de produits agricoles et de l'accompagnement des petits producteurs
- Créer un mécanisme d'appui à la transformation agricole

Ces différentes pistes d'action ont été énoncées dans le communiqué du forum, qui mettait aussi l'accent sur l'importance d'instaurer un mécanisme de financement en faveur de la sécurité alimentaire en Afrique. Il a été convenu qu'un tel mécanisme contri-

buerait à renforcer la résilience climatique et à généraliser les technologies agricoles performantes. Il donnerait notamment la possibilité de faire bénéficier les exploitants d'innovations numériques aux quatre coins du continent africain, tout en permettant de mieux lutter contre la malnutrition et le retard de croissance des enfants.

L'Afrique subsaharienne compte un quart des terres arables du monde, mais elle ne représente que 10% de la production agricole mondiale. La faible productivité des cultures de base rend l'agriculture africaine peu compétitive. Ainsi, un tiers des calories consommées sur le continent sont importées, ce qui renforce la vulnérabilité des systèmes alimentaires et la dépendance à l'égard des filières alimentaires extérieures.

Les résultats du dialogue de haut niveau tenu cette semaine contribueront aux discussions qui auront lieu lors d'une réunion préparatoire à Rome, en juillet, en amont du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, prévu dans le courant de l'année. Ils seront également pris en compte lors du Sommet lui-même, qui permettra à l'Afrique de parler d'une seule voix en vue de renforcer les initiatives et les partenariats en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable d'ici à 2030.

Distribué par APO Group pour International Fund for Agricultural Development (IFAD).

DÉPENSES LIÉES AU COVID-19

L'Aide publique au développement a atteint son plus haut niveau

Selon les données préliminaires collectées par l'OCDE, l'aide extérieure consentie par les donateurs publics, dopée par les dépenses additionnelles mobilisées en vue d'aider les pays en développement à faire face à la crise du COVID-19, a atteint son plus haut niveau en 2020, soit 161,2 milliards USD, ce qui représente une hausse de 3,5 % en termes réels par rapport à 2019.

D'après les premières estimations, sur le total de l'aide publique au développement (APD) fournie en 2020 par les membres du Comité d'aide au développement (CAD), les pays du CAD ont dépensé 12 milliards USD pour des activités liées au COVID-19. Selon une enquête de l'OCDE menée en avril et mai 2020, il s'est agi pour une part de dépenses nouvelles, mais également d'autres ressources is-

sues de programmes de développement existants qui ont été réorientées. La plupart des fournisseurs ont assuré qu'ils n'interrompraient pas les programmes déjà en place.

L'APD totale a correspondu à environ 1 % du montant que les pays ont mobilisé l'année dernière pour des mesures de relance économique destinées au redressement de leurs propres sociétés face à la crise du

COVID 19. Pendant ce temps, le mécanisme mondial de distribution de vaccins COVAX demeure gravement sous-financé, a déclaré le Secrétaire général de l'OCDE, M. Angel Gurría, au cours d'une présentation virtuelle sur les données de l'aide.

« A l'échelle mondiale, les gouvernements ont mis en place des mesures de relance liées au COVID 19 équivalant à 16 000 milliards USD, et nous n'avons mobilisé que 1 % de ce montant pour aider les pays en développement à faire face à une crise sans précédent pour les générations actuelles », a ajouté M. Gurría. « Cette crise est un véritable

test pour le multilatéralisme et le concept même d'aide extérieure. Nous devons déployer un effort beaucoup plus massif pour aider les pays en développement en matière de distribution de vaccins, de services hospitaliers, et pour soutenir le revenu et les moyens d'existence des populations des plus vulnérables afin d'assurer une reprise véritablement mondiale ».

L'aide extérieure a augmenté au cours d'une année qui a vu d'autres flux de revenus à destination des pays en développement – échanges, investissements directs étrangers et envois de fonds des tra-

vailleurs émigrés – diminuer en raison de la pandémie, et les ressources intérieures être de plus en plus mises sous tension. Au total, les financements privés extérieurs à destination des pays en développement ont chuté de 13 % en 2020, et le volume des échanges a reculé de 8,5 %.

L'augmentation de l'APD en 2020 a toutefois également été affectée par la hausse des prêts consentis par certains donateurs. La part de l'APD bilatérale brute dispensée sous forme de prêts et de participations s'est élevée à 22 %, contre une part d'environ 17 % les années précédentes, le reste ayant pris la forme de dons.

LUTTE CONTRE LA COVID-19 ET ASSISTANCE AUX COUCHES VULNÉRABLES L'ONG ADASH fait œuvre utile à l'EPC Zanguera



L'Ecole Primaire Publique de Zanguera a présenté le mardi 23 avril 2020 une ambiance particulière. Et pour cause, l'Association pour le développement des Actions Sociales et humaines (ADASH) avait fait une sortie à fort tonalité so-

ciale. Les élèves de ladite école ont bénéficié chacun des masques de protection contre la COVID-19 en un moment où la pandémie a repris de la vigueur dans le grand Lomé. Cette démarche répond à une préoccupation des autorités togolaises qui

veulent que la population respecte les mesures de restriction réputé être les plus efficaces contre la Covid-19. Une évidence car ayant prouvé une efficacité dans cette lutte effrénée contre la Covid-19.

L'ONG dans ces actions

de charité a payé la scolarité à une vingtaine d'élèves de l'école Catholique de Zanguera.

Ce geste est apprécié à

juste titre par le Directeur de l'EPC M.Amedimé Komlanvi qui a remercié l'ONG pour son geste à l'égard de ces élèves démunis.

FOOTBALL

Le Portugais Paulo Duarte, nouveau sélectionneur des Eperviers du Togo

A presque un mois après le départ de Claude Le Roy, l'ancien sélectionneur des éperviers du Togo, c'est le portugais Paulo Duarte qui prend les rênes de l'équipe nationale togolaise de football.

L'annonce a été faite hier par la Fédération togolaise de football (FTF). Dans le communiqué rendu public et dont nous avons copié, l'instance dirigeante du sport roi précise que le Lusitanien prendra fonction au mois d'août prochain.

En attente de la prise de fonction de Paulo Duarte âgé de 52 ans, le technicien local Jonas Kokou Komla dirigera les Eperviers le mois prochain contre le Sénégal et la

Namibie à l'occasion des deux premières journées des qualifications à la coupe du monde 2022.

Il faut souligner que Paulo Duarte occupe depuis le mois de septembre 2020 le poste d'entraîneur du club angolais de Primeiro De Agosto.

Pour rappel le Portugais a déjà eu en charge des sélections africaines. Il avait été sélectionneur du Burkina Faso entre 2007 et 2012 et entre 2016 et 2019. En 2017, le technicien portugais avait obtenu une troisième place avec le Burkina Faso lors de la CAN 2017 au Gabon. Un pays qu'il connaît aussi pour avoir été à la tête des Panthères en 2012 et 2013.





PRINCIPALES MESURES FISCALES ET DOUANIERES LOI DE FINANCES EXERCICE 2021

#CQFS

Le plancher de la Taxe Professionnelle Unique (TPU) du régime déclaratif passe de

~~300 000 FCFA~~ à **20 000 FCFA.**




Office Togolais des Recettes - OTR

 **8201**

 **+228 90 99 41 01**

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

9^{ème} assemblée générale de l'ACRAM, Post-Covid-19, quelle approche pour la résilience de la filière Café Robusta en Afrique ?

La réunion régionale sur les Cafés Robusta Africains couplée de l'Assemblée Générale de l'Agence des Cafés Robusta d'Afrique et de Madagascar (ACRAM) prend fin ce vendredi 30 avril 2021 à Lomé, capitale Togolaise. Ouverte au nom du gouvernement togolais par le ministre du commerce, de l'industrie et de la consommation locale M. Adedze Sevon Tepé Kodjo en présence de la directrice du centre du commerce international (ITC), de la représentante régionale de l'organisation

gravé depuis mars 2020 par la pandémie du Covid-19 avec des conséquences néfastes et les économies caféières des pays membres de l'ACRAM, comme dans l'ensemble des pays producteurs de café affectés. Ces efforts sont fortement ressentis au niveau de la production, de la collecte, de la transformation, de la commercialisation, de la consommation et des emplois, sans oublier les manques à gagner pour nos économies. Il a fait remarquer que face à cette situation il est évident de faire prévoir des changements de stratégie afin de contribuer au développement durable du café Robusta qui est plus exposé aux diverses contraintes.

Il a mis l'accent en parlant de ce changement d'approche en ce qui concerne le Togo sur le Plan National de Développement (PND) 2018-2022 et dont l'objectif global est de transformer structurellement l'économie pour une croissance forte, durable, résiliente, inclusive, créatrice d'emplois décents et induisant l'amélioration du bien-être social, offre des perspectives prometteuses pour la filière. Inscrit à l'axe 2 du PND, et de celui de la vision stratégique 2020/2025, le secteur agricole en général jouera un rôle déterminant dans la création de plus de richesses et d'emplois. Pour relever ce défi, le secteur s'est doté d'une note de politique agricole assortie d'un plan stratégique de transformation du secteur à travers la promotion des chaînes de valeurs dans les filières stratégiques, notamment les filières café cacao.

Il n'est pas passé sous silence le Mécanisme Incitatif de Financement Agricole basé sur le partage des risques (MIFA) ayant pour objectif de mieux structurer et accompagner la promotion des chaînes de valeurs agricoles, permettra en particulier le développement de la filière café. Pour atteindre ses objectifs, le gouvernement travaille à la mise en place de conditions favorables à l'émergence des entreprises agricoles le long des chaînes de valeurs, notamment du café et du cacao et à la structuration de leurs acteurs avec des instruments de contractualisation tels que les contrats entre acteurs et les contrats-programmes entre le gouvernement et les organisations des deux filières.

Le ministre a signifié que des actions démarrées en 2019, ont permis l'émergence de coopératives de production de jeunes plants de caféiers et de cacaoyers, de coopératives de production pour l'installation de nouvelles plantations et de prestations de services avec l'implantation des organisations de la société civile. Dans cette même dynamique, le Togo travaille à la promotion de la consommation lo-

cales notamment, avec la tenue, sur l'initiative de la commission de l'UEMOA, de la première édition du 1^{er} au 30 octobre 2020. L'une des actions concrètes de la célébration de cette 1^{ère} édition aura été les « journées de promotion et de dégustation du café et du chocolat togolais ».

Le président de l'ACRAM a signifié que l'ACRAM a pour vo-

les banques locales à octroyer des prêts et conduit d'autres partenariats financiers à réduire drastiquement leurs financements aux exportateurs dans certains pays de l'espace ACRAM. A travers la fermeture des frontières, les exportateurs de café se sont retrouvés avec des stocks importants invendus, générant de grandes pertes. D'avril 2020, les

avec l'Association Vietnamiennne du café et du cacao) VIC OFA, en décembre 2016, un mémorandum d'entente de collaboration sur toute la chaîne de valeur du café robusta, c'est-à-dire la production, la transformation et la commercialisation. Ce type de coopération économique concrète au sein de l'espace francophone s'inscrit parfaitement dans le ca-



internationale de la francophonie auprès de la république du Togo, du président de l'ACRAM. Cette réunion a pour thème 'Post Covid-19, quelle approche pour la résilience de la filière Café Robusta en Afrique ?'. Elle est pointillée par un agenda dense du secrétariat exécutif abordant les défis de développement de la filière café en général et Robusta en particulier.

Dans son adresse de circonstance, le ministre Adedze a fait remarquer que les 05 jours d'échange ont permis de partager les meilleurs pratiques des différents pays sur les diverses solutions d'adaptation aux effets liés à la crise sanitaire au Coronavirus. Il a marqué sa reconnaissance au nom de tous les pays de l'Agence des cafés Robusta d'Afrique et de Madagascar (ACRAM) au centre du commerce international ainsi qu'à l'Alliance pour l'Action (A4A) et à l'ACP-UE qui œuvrent inlassablement pour le développement du café robusta d'Afrique et de Madagascar. Relevant à l'ouverture quelques goulots d'étranglement tels que la chute des cours du café, des effets du changement climatique, de la dégradation de l'environnement, ainsi que la recrudescence des nuisibles qui affectent dangereusement la production et la qualité du café marchand, des inquiétudes satisfaites durant les cinq jours de travaux. Selon le ministre, ses contraintes selon lui perdurent en dépit des efforts déployés par les pays producteurs du café, engendrent la désorganisation de ce secteur et la démotivation des producteurs qui n'hésitent pas, dans certains, à convertir leurs vergers en d'autres spéculations notamment le soja et la noix de cajou. Ce contexte déjà difficile est ag-



la promotion des cafés Robusta d'Afrique et de Madagascar, continue à encourager la valorisation du genre dans ses activités. Elle s'assure également du partage d'expériences entre ses membres en matière de recherche, de production, de transformation et stratégies de promotion de la consommation locale. Il a fait remarquer que la crise sanitaire de la Covid-19 a affecté le secteur entraînant la réticence

exportations des membres de l'ACRAM ont chuté de 63% comparativement à la même période en 2020.

La représentante de l'Afrique de l'ouest de l'organisation de la Francophonie S.E. Thi Hoang Mai TRAN a signifié que depuis des années, l'OIF accompagne l'ACRAM dans le cadre de ses actions. En guise d'exemple, grâce à la facilitation apportée par l'OIF, l'ACRAM a signé

de la nouvelle Stratégie économique de la Francophonie pour la période 2020-2025 dont l'une des ambitions est de faire de la francophonie un espace de coopération, d'innovation et de mobilité privilégié en renforçant son rôle comme agent facilitateur et stimulateur de coopérations économiques et numériques tant des une perspective Nord-Sud que Sud et tripartite

AJUSTEMENT DES DROITS D'USAGE DE LA ROUTE

Togo, Incivisme/Le "contournement" des péages de Davié et d'Akepedo par les usagers expose à de lourdes sanctions

Il n'est de nouveau pour personne que le Togo retrouve une bonne santé de son patrimoine routier ceci grâce à l'ambitieuse politique du Président Faure Gnassingbé. Pour consolider ces acquis et maintenir l'élan, l'une des grandes décisions du conseil des ministres du 23 décembre 2020 est la Communication conjointe relative aux actions de modernisation du réseau routier togolais et des dispositifs de péage. Ceci a conduit à l'ajustement des droits d'usages de la route collectés aux péages rentré en vigueur depuis le 18 mars 2021 dernier.

Cette mesure prend désormais en compte les tricycles et les engins de deux roues. Une nouvelle mesure qui passent mal, mais qui interpelle le patriotisme de tous les togolais. Malgré cet appel des autorités togolaises des actes déviants à la limite de l'incivisme sont constatés aux postes de péage de Davié et d'Akepedo. Le contournement de ces deux postes étant le sport favori de certains usagers.

Pour minimiser ces actes

qui prennent de l'ampleur, la SAFER a mis des balises aux différents points de contournements qui régénèrent du jour au lendemain.

Les forces de l'ordre et de sécurité seront mise à contribution pour verbaliser les usagers indisciplinés a fait remarquer un cadre de la SAFER. Leurs rôles ; identifier l'immatriculation des engins qui s'adonnent allègrement à ce jeu afin de les intercepter plus loin. L'installation des balises par les services techniques de la SAFER pour bloquer les passages frauduleux n'exaspèrent pas et tendent à montrer leurs limites. Le ministre de la sécurité Yark Damehame avait vu juste en son temps en appelant au patriotisme et à l'acceptation sociale des frais de péage.

Nous « indiqueront la marche à suivre quant aux solutions rigoureuses que nous pourrions envisager », a fait savoir la direction de la SAFER.

Les droits d'accises sur les produits pétroliers et les droits d'usage de la route collectés

aux postes de péages constituent les ressources pour la construction et l'entretien du réseau routier au Togo. Face à la croissante dégradation du patrimoine routier national et au regard de la taille des besoins, ces deux ressources sont loin de combler les attentes. C'est justement pour suppléer à ce déficit et combler les attentes à la hauteur des planifications de développement que le gouvernement a décidé d'ajuster le droit d'usage de la route collectés aux péages. Cette mesure va prendre en compte les tricycles et les engins de deux roues. Une nouvelle mesure qui passent mal, mais qui interpelle le patriotisme de tous les togolais à œuvrer pour la modernisation de notre patrimoine routier et donc soudassante au développement voulu par tous en évident tout acte déviant et à l'incivisme comme on peut le constater dans le contournement des postes de péage de Davié et d'Akepedo.

Adam

SAFER

Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier



Le gouvernement togolais à travers la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER) met progressivement en place une plateforme automatisée de gestion des voies de péage 24H/24 et 7J/7, pour favoriser un franchissement plus fluide et un fonctionnement plus efficace des postes de péage de notre pays.

La SAFER automatise ses postes de péage

@ewayi



SERVICES OFFERTS

L'automatisation offre aux usagers trois (03) possibilités de paiement au franchissement des postes de péage

Le paiement par cartes 🎯

Le paiement par vignettes 🎯

Le paiement par téléphones mobiles 🎯

Le paiement par cartes, par vignettes ou par téléphone est réservé aux usagers abonnés. Un mécanisme de recharge via les téléphones mobiles sera disponible sous peu pour permettre aux abonnés de faire leur recharge.

Dans cette phase, les abonnements se feront à la direction de la SAFER, sise à Cacaveli sur la Route Nationale N°1 et sur les trois postes de péage automatisés.

Route nationale n°1
(Agoè Cacaveli)
Lomé-Togo 08BP:8646
Tél: +228 22 51 88 55 / 56

LUTTE CONTRE LA PROPAGATION DU CORONAVIRUS
RESPECTEZ LES MESURES BARRIÈRES